



Boris Battais

Scandaleux : Alors que les conditions de la poursuite de l'activité ardoisière sont réunies, Iméry's fait tout pour bloquer !

Le fait qu'Iméry's pratique la politique de la terre brûlée n'aura sans doute échappé à personne.

Le froid détachement et la profonde indifférence avec lesquels ses dirigeants ont coupé court, il y a quelques jours, au projet de société coopérative de production est insupportable !

Non satisfaits de liquider 153 emplois, de détruire une activité pluriséculaire, d'anéantir un savoir-faire, un patrimoine et une identité, le tout pour gaver des actionnaires, c'est avec un mépris sans nom que ces hommes ont balayé d'un revers de main la proposition de céder l'activité de produits paysagers, le foncier, le matériel et le stock existant.

Et aujourd'hui, que reste-t-il, sinon un immense vide ? Comment ne pas être emplis de colère face la situation ?

► Colère d'abord contre un groupe qui a distribué 117 millions d'euros à ses actionnaires en 2012 et qui aura toujours refusé ces dernières années de réaliser les investissements stratégiques nécessaires. Un groupe qui, obnubilé par la quête de la rentabilité immédiate, se retire sans l'ombre d'un scrupule, avec l'argument fumeux de l'épuisement de la ressource, pour aller se gaver au gaz de schiste.

► Colère quand on apprend qu'Iméry's a mené une bataille terrible dans le cadre d'une OPA pour acquérir AMCOL, une entreprise américaine. Iméry's était alors prêt à déboursier 1,3 milliard d'Euros !

► Colère contre le rapport du BRGM qui, ne reposant que sur une analyse partielle ou partielle de la réalité, ne se fonde que sur des données géologiques limitées, qui plus est transmises par la direction ! Et tout cela, sans que de nouveaux carottages ne soient réalisés, parce qu'on souhaitait que les conclusions

La Gauche Trélazéenne **Des citoyens au service des citoyens**



soient conformes aux vœux de l'entreprise ! Preuve en est : le cabinet SECAFI montre lui, de son côté, que l'exploitation est viable dans le temps pourvu qu'on y mette les moyens financiers nécessaires, ce qui n'a pas été fait dans la dernière décennie.

► Colère contre des pouvoirs publics qui n'ont pas appuyé les ardoisiers dans leur lutte, bien au contraire. Qu'il s'agisse de la volonté de liquider le régime minier, de récupérer et exploiter la carrière Napoléon ou des hectares de foncier, trop de gens importants partageaient des intérêts contre la poursuite des Ardoisiers.

► Colère, enfin, contre un gouvernement et une majorité qui, se revendiquant de gauche, seraient bien avisés de réorienter leur politique et de croiser le fer avec les logiques financières et libérales. Contre un Président qui, le temps d'un discours de campagne, désignait la finance comme son principal ennemi.

Car, ce qui se joue aujourd'hui, sous nos yeux de Trélazéens, c'est un épisode de la lutte fondamentale entre le travail et le capital. La possibilité de poursuivre l'activité ardoisière est belle et bien sacrifiée sur l'autel de la rentabilité et du gavage des actionnaires.

L'Accord National Interprofessionnel (ANI), voté et soutenu, il faut bien le dire, par notre député-maire Marc Goua constitue de l'aveu même des ardoisiers un atout certain dans les mains du patronat et de tous ceux qui désirent casser le Code du travail. Faisant la part belle aux entreprises et aux financiers contre les intérêts des salariés, ce texte qui réduit les délais, n'a pas permis de pointer tous les problèmes et de mener toutes les discussions nécessaires.

Ces orientations politiques sont injustes et insupportables pour tous ceux qui restent attachés au progrès social. Le récent Pacte de responsabilité va dans le même sens, celui d'un virage libéral opéré nationalement et défendu localement par Marc Goua.

Fin février, dans le *Nouvel Observateur*, avec une dizaine de parlementaires de l'aile droite du Parti Socialiste, M. Goua a en effet signé une tribune effarante de libéralisme.

Tout y passe : la défense du Pacte de responsabilité, le soutien à l'action présidentielle, l'intérêt à un modèle allemand qui génère toujours plus de travailleurs pauvres (malgré l'apparente solidité de son économie), la non-représentativité des syndicats, les promesses de casse sociale et de nivellement par le bas, etc. « Si F. Hollande, écrit-il, a le mérite d'affronter le problème du coût du travail, on peut douter qu'il obtienne en contrepartie des engagements fermes d'embauche dans un contexte économique très incertain. (...) Pour l'emploi, il faudra que F. Hollande s'attaque à un ultime et redoutable tabou national : celui des rigidités d'un code du travail qui, de protecteur du salarié, est devenu un puissant répulsif de l'emploi. (...) ». Comment peut-on écrire cela, quand on sait ce qui se passe aux Ardoisières ? N'en déplaise à Marc Goua, ce n'est pas le Code du travail qui explique la fin de l'activité et le chômage, mais la course au profit et à la rentabilité !!!

Il faut cesser les doubles discours et ne pas mettre localement la main sur le cœur quand dans le même temps, à l'échelle nationale, on demande d'aller toujours plus loin contre l'intérêt des travailleurs !

La situation aux Ardoisières le souligne clairement : il est grand temps que le gouvernement et la majorité se ressaisissent en prenant des mesures en faveur des travailleurs et de l'emploi.

Des solutions existent. Une d'entre elles consiste à faire aboutir la proposition de loi déposée par le député communiste André Chassaigne, sur l'interdiction des licenciements boursiers. Rappelons qu'un texte quasiment identique avait été voté au Sénat par l'ensemble des forces de gauche. Mais ça, c'était avant ... avant l'élection de François Hollande ! **Pourquoi ce qui était possible et juste avant ne le serait plus aujourd'hui ?**

A l'échelle européenne, chacun aura à se prononcer dans les mois à venir sur l'Europe que nous voulons. Pour nous, les choses sont claires : il faut en finir avec une concurrence libre et non faussée qui empêche la mise en œuvre d'une directive imposant l'utilisation de l'ardoise locale sur les bâtiments publics ou les monuments historiques.

Concernant les Ardoisières, nous persistons à dire que le meilleur plan social est le maintien de l'activité ! Il y a de la pierre, contrairement à ce que dit la direction d'Imérys ! Il y a des moyens financiers et des moyens techniques ! Il y a un marché ! Il y a une histoire et des familles ! Il nous faut à tout prix maintenir le cap et conserver toute notre volonté politique sur ce dossier !

Ne fermons aucune porte et laissons-nous la possibilité d'étudier de près toutes les opportunités restantes pour la poursuite de l'activité.

Activons tous les leviers, à toutes les échelles !

Boris Battais

Liste « La Gauche Trélazéenne »

**Monsieur le Ministre,
un petit effort et vous sauvegarderez l'exploitation ardoisière !**

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, souhaite redonner au secteur minier son prestige de « la grande époque » avec la création d'une compagnie publique qui doit assurer « l'indépendance » de la France dans l'approvisionnement en matières premières.

« La grande époque est de retour. Le renouveau minier en France est en route », s'est-il exclamé.

M. Montebourg va donc créer, dans les prochains mois, une compagnie minière publique et ce, pour permettre à la France de se repositionner sur un secteur crucial pour son industrie.

La Compagnie nationale des mines de France (CMF) sera dotée d'une enveloppe de « 200 à 400 millions euros dans les cinq à sept ans », a-t-on précisé. « Nous avons décidé avec le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM, organisme rattaché au gouvernement, NDLR) et l'Agence de participation de l'État (APE) de créer cette compagnie nationale qui va constituer une maison mère », en se basant sur le savoir-faire français dans le secteur.

Ainsi, pourquoi ne pas placer les Ardoisières d'Angers dans le giron de cette nouvelle Compagnie nationale ?